

**Arrêté N° 24-DDTM85-226**

**interdisant temporairement la commercialisation et le colportage du gibier**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 424-8 et L. 424-12,

Vu l'arrêté du 29 octobre 2009 relatif à la protection et à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux,

Vu l'arrêté interministériel du 12 août 1994 relatif aux modalités de commercialisation de certaines espèces de gibier pour la consommation,

Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage réunie le 13 mars 2024,

Vu l'avis du conseil d'administration de la fédération départementale des chasseurs de la Vendée du 25 mars 2024,

Considérant la gestion durable du patrimoine faunique et le principe de prélèvement raisonnable sur les ressources naturelles renouvelables qui s'impose aux activités d'usage et d'exploitation de ces ressources,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

**Arrête**

Article 1 : La mise en vente, la vente, l'achat, le transport en vue de la vente ou le colportage des gibiers désignés ci-après, sont interdits dans le département de la Vendée pendant la période suivante :

<b>GIBIERS</b>	<b>PÉRIODE D'INTERDICTION</b>
Lièvre, perdrix, faisan (Coq et poule) et pigeon ramier	Du 15 septembre 2024 au 14 octobre 2024 inclus

Cette interdiction ne s'applique pas à la commercialisation du gibier d'élevage et du gibier d'importation effectuée dans les conditions fixées par l'arrêté du 12 août 1994 relatif aux modalités de commercialisation de certaines espèces de gibier pour la consommation.

Article 2 : En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, sis au 6, allée de l'île Gloriette CS 24111 à 44041 Nantes Cedex 1, dans un délai de deux mois. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse : <https://www.telerecours.fr>

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, les Sous-Préfets des Sables d'Olonne et de Fontenay-le-Comte, les maires des communes du département de la Vendée, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Vendée, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, les lieutenants de louveterie, les agents de développement de la fédération départementale des chasseurs et tous les agents chargés de la police de la chasse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans chaque commune par les soins des maires.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 22 AVR. 2024

Le préfet,



Gérard GAVORY